

Petites municipalités, **GRANDS BESOINS** Nordikeau sur le terrain

REPORTAGE
EXCLUSIF

Les plus récentes nouvelles sur la gestion durable de l'eau et des infrastructures

10

Définir un plan de cybersécurité pour les infrastructures d'eau (partie 2)

12

Penser à l'exploitation et à l'entretien dès la conception

16

reportage

6

« Notre volonté, c'est vraiment de guider les municipalités dans toutes les phases et les facettes des métiers de l'eau. D'autant plus qu'il existe beaucoup de réglementation dans le domaine de l'eau et qu'il y en aura de plus en plus à l'avenir. »

— Jean-François Bergeron

SOMMAIRE

chroniques

10

ÉCONOMIE D'EAU POTABLE

LES PLUS RÉCENTES NOUVELLES SUR LA GESTION DURABLE DE L'EAU ET DES INFRASTRUCTURES

12

CYBERSÉCURITÉ

DÉFINIR UN PLAN DE CYBERSÉCURITÉ POUR LES INFRASTRUCTURES D'EAU (PARTIE 2)

14

EAUX USÉES

LE TRAITEMENT DES BOUES : L'ÉPAISSISSEMENT (PARTIE 1)

16

ASSAINISSEMENT DÉCENTRALISÉ

PENSER À L'EXPLOITATION ET À L'ENTRETIEN DÈS LA CONCEPTION

17

LES AMIS DE SOURCE

LES BONS
CONTACTS

Éditeur et rédacteur en chef
André Dumouchel
adumouchel@maya.cc

Coordonnatrice à la direction de l'édition
Noémie Vallet
Téléphone : 450 508-1515
nvallet@maya.cc

Direction artistique
MAYA.cc

Designer graphique
Sylvain Malbeuf (SymaPub)

Journaliste et rédacteur
Guy Des Rochers

Chroniqueurs
Clément Cartier
Jean-Sébastien Grenier
Mathieu Laneuville
Éric Walker

Photos de la page couverture et de l'entrevue
Christian Landry, AIRCAM.ca,
Sébastien Arbour d'Arbour Photo.

Révision linguistique
Émilie Pelletier

Espace publicitaire
André Dumouchel
Téléphone : 450 508-1515
adumouchel@maya.cc

Abonnement et administration
MAYA communication et marketing
457, montée Lesage
Rosemère (Québec) J7A 4S2
Téléphone : 450 508-1515
info@magazinesource.cc
www.magazinesource.cc

Impression
Carpe diem



Ce magazine est imprimé
sur papier à contenu recyclé.

© Tous droits réservés.

Droits d'auteur et droits de reproduction : toute demande de reproduction doit être acheminée à MAYA communication et marketing aux coordonnées figurant ci-dessus. Les opinions et les idées contenues dans les articles n'engagent que leurs auteurs. La publication d'annonces et de publicités ne signifie pas que le magazine SOURCE recommande ces produits et services. Convention de la poste-publications n° 41122591. Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada aux coordonnées figurant ci-dessus. Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2005. ISSN 1712-9117. Le magazine SOURCE est publié trois fois l'an.

Petites municipalités, grands besoins

Nordikeau sur le terrain

Par Guy Des Rochers

Photo : AIRCAM.ca

Quand la ville de Dégelis a officiellement inauguré son usine de traitement d'eau potable et ses composantes, le 23 janvier 2013, cette charmante municipalité du Témiscouata s'est retrouvée avec des installations modernes et automatisées offrant l'assurance d'un contrôle élevé de la qualité.

La mise aux normes de ces installations de production d'eau potable permettait donc d'obtenir une eau limpide et sécuritaire, à la condition d'exploiter correctement ces nouvelles infrastructures...

« Tout ce qui est traitement et approvisionnement en eau est un enjeu majeur pour la municipalité, déclare Sébastien Bourgault, qui en est à sa troisième année comme directeur général et greffier de cette municipalité de 2900 habitants. Plus de 60 % de notre population est desservie par notre réseau et le principal défi consiste à conserver une très bonne qualité d'eau à moindre coût. Aussi, dès l'ouverture de la nouvelle usine, comme il nous fallait quelqu'un en permanence sur les lieux, nous avons retenu les services de Nordikeau. »

Grâce à cette approche, M. Bourgault calcule que la municipalité a fait des économies importantes : « Si nous avions voulu prendre en charge la gestion de l'usine et du réseau, il nous aurait fallu au minimum trois employés certifiés comme opérateurs, ajoute-t-il. Comme les opérateurs de Nordikeau doivent renouveler leurs attestations aux cinq ans, cela nous permet de compter sur du personnel qualifié en tout temps. Et d'avoir l'esprit en paix sur le plan de la conformité : Nordikeau doit répondre

aux normes gouvernementales et livrer la marchandise. »

M. Bourgault souligne qu'avant la construction de l'usine, c'était la municipalité qui s'occupait de ces activités. « Nous ne reviendrions pas en arrière, précise-t-il. Certes, nous payons une entreprise pour qu'elle fasse le travail, mais de notre côté, nous n'avons pas à offrir des avantages sociaux à des employés permanents, ce qui constitue une réelle économie. De plus, nous pouvons compter sur la vaste expérience de Nordikeau, laquelle est confrontée à des expériences semblables au sein de plusieurs municipalités. Et c'est sans compter qu'il existe une très bonne collaboration entre nos employés municipaux et l'équipe de Nordikeau. »

Nordikeau a la pleine confiance de Sainte-Béatrix

À Sainte-Béatrix, dans la région de Lanaudière, Gérard Cossette, directeur général et secrétaire-trésorier par intérim, croit que les petites municipalités n'ont pas vraiment le choix d'utiliser les services professionnels d'une entreprise. « Pour tout ce qui touche les questions de l'eau, une petite municipalité n'a généralement pas les ressources, voire l'expertise,

sur place, admet-il. C'est non seulement une question de coûts, mais c'est également dû au nombre minime d'employés que peuvent embaucher les petites municipalités. Nordikeau est spécialisée dans toutes les opérations liées à l'eau. En plus, ses opérateurs vont partout en province, ce qui leur confère une riche expérience des problèmes concernant la gestion de l'eau — et de leurs solutions. »

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'entreprise a la pleine confiance de M. Cossette : « Ça fait une vingtaine d'années que j'ai recours aux services de Nordikeau, d'abord avec la municipalité de Manseau, ensuite celle de Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans, et maintenant à Sainte-Béatrix, ajoute-t-il. À Manseau, nous éprouvions des problèmes avec l'eau potable à l'époque, entre autres à cause des algues, et même pour nous apprendre à bien nettoyer notre réservoir d'eau, Nordikeau était à nos côtés. »

« Cette entreprise nous offre des services non seulement pour l'eau potable, mais aussi pour les eaux usées. Actuellement, nous en sommes à vider les étangs aérés. Il est important de prendre les bonnes mesures des boues, de vider correctement les étangs, de bien faire la caractérisation des boues et de trouver des endroits où s'en départir. »



« Nordikeau est présente dans les petites, les grandes et les moyennes municipalités, mais les enjeux de la nouvelle Stratégie constituent de réels défis pour les petites en particulier. Les aspects réglementaires, politiques et stratégiques demeurent les mêmes, peu importe la taille. »

Jean-François Bergeron,
président de Nordikeau

NORDIKEAU : UNE SOLUTION AUX DÉFIS DE LA NOUVELLE STRATÉGIE

Dans un contexte devenu particulièrement exigeant pour les petites municipalités, le président de Nordikeau, Jean-François Bergeron, croit que les entreprises comme la sienne peuvent devenir leurs alliées dans la gestion de l'eau, en accord avec la nouvelle Stratégie d'économie d'eau potable 2019-2025.

Rappelons qu'en vertu de cette récente mouture de la Stratégie, plusieurs mesures nouvelles ont été décrétées afin que les municipalités s'engagent à « la réduction de 20 % de la quantité d'eau distribuée par personne par rapport à l'année 2015, [à] l'atteinte d'un niveau de fuites modéré selon l'indice de l'International Water Association et [à] l'augmentation progressive des investissements nécessaires pour réaliser le maintien d'actifs de façon pérenne tout en éliminant graduellement le déficit d'entretien¹ ». Ainsi, toutes les municipalités ont maintenant des devoirs et des engagements nouveaux, et sans aucun doute exigeants.

« Nordikeau est présente dans les petites, les grandes et les moyennes municipalités, mais les enjeux de la nouvelle Stratégie constituent de réels défis pour les petites en particulier, explique Jean-François Bergeron. Les aspects réglementaires, politiques et stratégiques demeurent les mêmes, peu importe la taille. Nous accompagnons toutes les municipalités dans cette nouvelle perspective de la

Stratégie, mais une grande partie de notre offre de services s'adresse aux petites municipalités. Il ne faut pas oublier que les exigences de la Stratégie ont augmenté et que, même si les petites municipalités sont limitées sur le plan des ressources, elles n'en ont pas moins des obligations. »

La maîtrise de ses données

Didier Thévenard est chargé de projets, division des services techniques, chez Nordikeau. La réalité des petites municipalités, il la vit quotidiennement sur le terrain : « La nouvelle Stratégie s'inscrit dans la continuité de la précédente et le principal défi des petites municipalités, c'est la connaissance et la maîtrise de leurs propres données, explique-t-il. Mais les municipalités peuvent avoir des difficultés à s'engager sur des données qu'elles comprennent plus ou moins, car l'un des problèmes récurrents qui surviennent chez elles, c'est le roulement du personnel, surtout des gestionnaires. Souvent, on a recours à la mémoire de ces personnes, que ce

soit le directeur général ou les opérateurs, pour indiquer la route à suivre. Lorsqu'il existe une grande rotation dans le personnel, on prend évidemment un peu de retard sur la technologie et conséquemment, ces petites municipalités ne sont pas toujours à jour dans leurs pratiques. »

M. Thévenard résume donc en une phrase le principal défi des petites municipalités : *avoir la bonne donnée et bien la comprendre, avec les enjeux que cela implique*. « Mon travail le plus difficile, et le plus intéressant aussi, c'est d'accompagner la municipalité à la hauteur de son niveau de compréhension pour l'aider à faire de bons choix pour l'implication financière qu'elle peut y mettre. En d'autres mots, c'est de bien comprendre ce que chaque municipalité est capable de prendre en charge, en fonction de la nouvelle Stratégie, afin qu'elle en arrive à déléguer des parties ou la totalité des tâches à notre firme, qui le fera pour elle. »

¹ MAMH. (2019). *Stratégie québécoise d'économie d'eau potable : horizon 2019-2025*, p. X. Consulté en ligne à : https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/grands_dossiers/strategie_eau/strategie_eau_potable.pdf

Des interventions diversifiées

« Notre volonté, c'est vraiment de guider les municipalités dans toutes les phases et les facettes des métiers de l'eau, ajoute Jean-François Bergeron. D'autant plus qu'il existe beaucoup de réglementation dans le domaine de l'eau et qu'il y en aura de plus en plus à l'avenir. On a beau produire la meilleure eau qui soit, de l'eau, ça ne s'améliore jamais dans un réseau d'aqueduc. L'eau se dégrade. Pourquoi ? Entre autres, parce qu'elle contient des oxydants qui continuent de réagir le long de son parcours, ce qui exige des interventions régulières ou ponctuelles des municipalités qui en ont la responsabilité. »

M. Bergeron est conscient que Nordikeau n'est pas la seule entreprise du genre au Québec. « Cependant, ce qui nous distingue, c'est que nous ratissons large et que nos interventions peuvent être très diversifiées, précise-t-il. Grâce à nos techniques d'auscultation, nous participons à l'élaboration des plans d'intervention afin de mieux connaître l'état des infrastructures d'une municipalité. Ces diagnostics sont réalisés en amont des projets d'ingénierie et des travaux de réfection et conduisent aux nombreux chantiers de construction que nous voyons actuellement. Nous effectuons aussi de l'accompagnement pour les opérations quotidiennes, tout en offrant également des services techniques plus ponctuels et d'autres plus saisonniers, comme

la mesure d'accumulation des boues dans les stations d'épuration. »

Experte dans la validation de la précision des équipements de mesure et dans l'accompagnement pour la réalisation des bilans exigés par la nouvelle mouture de la Stratégie, Nordikeau collabore étroitement avec ses clients pour les aider à respecter les objectifs de la Stratégie d'économie d'eau potable.



Après avoir traversé de long en large l'immeuble rénové et agrandi du siège social de Nordikeau à Joliette, tout en saluant les travailleurs sur place, nous sommes arrivés dans un vaste garage, lequel a suscité l'étonnement, car il était entièrement vide. « Il ne nous reste qu'une journée pour finir le grand ménage, car demain, c'est ici que se tiendra une grosse fête, avec tous les employés et même un orchestre! »

Cette fête fait partie d'une série de festivités qui se tiennent en 2019 afin de souligner les 25 ans de Nordikeau.

Créée en octobre 1994, cette entreprise dont Jean-François Bergeron est le président a conservé un bel esprit de famille, bien qu'elle emploie plus de

130 personnes. « Fêter ses 25 ans, c'est parce qu'il faut savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va », déclare le président. L'approche humaine de M. Bergeron est sans doute la cause de cette atmosphère : dans son entreprise, il est clair qu'on évite les rapports d'autorité à l'ancienne. « Les gens avec qui nous travaillons, ce sont des collaborateurs, confie-t-il. Nordikeau est partie de zéro et s'est bâtie comme une famille, même si elle est devenue grande aujourd'hui. Nous essayons de préserver au maximum ces rapports empreints d'humanité. C'est quelque chose qui nous tient à cœur et nous croyons essentiel de conserver l'échelle humaine dans tout. Et même si l'entreprise doublait sa croissance, c'est absolument possible de préserver cette échelle humaine. Nos collaborateurs recherchent aussi cela et je crois qu'ils estiment cette approche. Et dans le contexte de la pénurie de main-d'œuvre, criante dans notre domaine, il faut offrir ce petit supplément d'âme... »

La pénurie de main-d'œuvre : un enjeu majeur

Actuellement, le plus gros problème auquel fait face Nordikeau est en effet la pénurie de main-d'œuvre : « Oui, c'est l'enjeu principal chez nous en ce moment, attirer de nouveaux talents avant même de rechercher de nouveaux clients », affirme Jean-François Bergeron.

Dans les faits, Nordikeau est aux prises avec une équation en apparence facile à résoudre, mais qui donne quelques maux de tête. « La nouvelle Stratégie d'économie d'eau potable impose aux municipalités des obligations nouvelles, lesquelles les astreignent à avoir de plus en plus recours à des services spécialisés, ce qu'offre Nordikeau. Forcément, la situation actuelle limite la croissance de l'entreprise, explique M. Bergeron. Nous ne vendons pas des équipements, mais des services, et ça prend des employés pour exécuter les mandats qui nous sont confiés. Les employés sont à la base de notre croissance. Ce n'est pas tout d'aller chercher des mandats : il faut les honorer, livrer la marchandise, et un plus grand nombre de contrats nécessite forcément plus d'employés. Beaucoup, beaucoup d'énergie est mise là-dedans. »

Face à cet important problème, Nordikeau a choisi de faire preuve d'initiative. « Il s'agit pour nous d'un enjeu majeur. Vous voyez, à la fin septembre, je suis allé faire du recrutement en France, faire la tournée des écoles là-bas. Il y a quand même 50 écoles en France qui forment des techniciens en eau. Nous avons un partenaire, l'Office international de l'eau, à Limoges, qui nous aide

dans ce recrutement. Il faut savoir que le Québec et la France ont déjà établi les équivalences concernant les techniciens en eau. Donc un technicien en eau français pourra travailler dès qu'il mettra les pieds au Québec. C'est un atout important. En revanche, il y a des délais... De trois à six mois avant de recevoir nos travailleurs d'outre-mer. Nous n'avons pas le choix de nous tourner vers cette solution, puisque la demande pour ces emplois est en croissance. »

C'est d'autant plus le cas qu'il ne se forme pas assez d'étudiants dans ce domaine au Québec. Pourtant, ce sont quelque 700 postes qui seront à combler au cours des cinq prochaines années.



UNE CRISE DE L'EMPLOI AUX CONSÉQUENCES POTENTIELLEMENT CATASTROPHIQUES

« Au Québec, nous vivons déjà une crise de l'emploi, et elle est majeure dans le secteur des techniques de l'eau. Pourtant, ça doit faire une dizaine d'années que nous, chez EnviroCompétences, nous en parlons aux décideurs. Ce n'est pas comme si nous n'avions pas vu venir le coup... »

Avec cette passion qui la caractérise, Dominique Dodier, directrice générale d'EnviroCompétences, en a long à dire sur la pénurie de main-d'œuvre qui sévit en particulier dans le secteur de l'eau. « Il faut se rappeler que ce sont des métiers directement liés à la santé publique. Un manque de personnel compétent dans ce domaine pourrait se traduire par une situation catastrophique pour les citoyens. C'est tout aussi grave que la pénurie d'infirmiers et d'infirmières. »

Ce déséquilibre important entre l'offre et la demande dans les métiers de l'eau s'exprime dès l'école : « Dans le grand Montréal, il y a le cégep Saint-Laurent et le Centre de formation professionnelle Paul-Gérin-Lajoie, à Vaudreuil-Dorion, qui offrent des formations. Après cela, il faut aller à Shawinigan, à Jonquière, à Rivière-du-Loup, en Outaouais... Il n'y a pas beaucoup d'écoles qui enseignent les fonctions d'opérateur en eau potable et il n'y a pas beaucoup d'inscriptions non plus », explique Dominique Dodier. Celle-ci évoque une rencontre, tenue le

24 septembre dernier et réunissant 16 entreprises du domaine de l'eau, dont Nordikeau, durant laquelle cette question a été débattue.

Aller à l'international

« Ces entreprises sont toutes désespérées et elles vont maintenant recruter à l'international, en France précisément. Il existe entre ce pays et le Québec une sorte de couloir préautorisé pour les opérateurs en eau potable, une reconnaissance des diplômes et des équivalences. Pour pouvoir être opérateur en eau potable, cela prend une certification, laquelle est gérée par la Direction des métiers réglementés d'Emploi-Québec. »

M^{me} Dodier souligne que les techniques de l'eau ne sont pas assez populaires auprès des étudiants. « Les salaires sont très bons, mais ce sont des métiers lourds, avec beaucoup de responsabilités, dont celles concernant la santé publique. Et certains emplois ont des quarts de travail de soir, de fin de semaine, à Noël, etc. Une usine d'eau potable, c'est ouvert 24 heures sur 24, sept jours par

semaine, toute l'année. Ce sont aussi des métiers complexes : il y a de l'hydraulique, de la mécanique, du laboratoire, des technologies de l'information, la connaissance des systèmes automatisés, bref, cela exige de la polyvalence et des compétences variées. »

Pour que plus d'étudiants s'inscrivent dans les cohortes des écoles de l'eau, quelques solutions existent, selon M^{me} Dodier.

« Premièrement, nous allons élaborer un plan d'action promotionnel, projet qui a découlé de la rencontre de septembre. Ensuite, EnviroCompétences créera des outils pour faire la promotion de ces métiers dans les écoles secondaires, auprès des conseillers en orientation. Finalement, en 2020, nous participerons à Pollutec, à Lyon, qui est une grande exposition internationale en environnement. EnviroCompétences y sera pour faire du recrutement et créer de l'attractivité autour du travail de l'eau au Québec, afin que les Français qui ont ce profil aient envie de venir travailler chez nous. » ■